

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N°2025 DDT54/ERC/PR du 30/01/2025)

Pouvoir adjudicateur

État - Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique
Direction Départementale des Territoires de la Meurthe-et-Moselle

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Chef du Service Environnement Risques Connaissance (ERC)

Objet du marché

Évaluation environnementale du Plan de Prévention des Risques de chutes de blocs
de la commune de Bouillonville (54)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	6
1-6. Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	7
1-8. Dispositions générales.....	7
1-9. Ordres de service.....	9
1-10. Clause de réexamen du marché public.....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
3-2. Variation dans les prix.....	12
3-3. Paiement direct des sous-traitants.....	13
ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PENALITES,.....	14
4-3. Autres pénalités spécifiques.....	14
ARTICLE 5. AVANCE.....	15
ARTICLE 6. GARANTIES FINANCIÈRES.....	15
ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 8. DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	16
8-1. Définitions.....	16
8-2. Régime des connaissances antérieures.....	16
8-3. Régime des droits de propriété intellectuelle.....	16
8-4. Montant de la cession des droits.....	17
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	17

ARTICLE 10. GARANTIE DES PRESTATIONS.....17

ARTICLE 11. ASSURANCES.....17

ARTICLE 12. RÉSILIATION DU CONTRAT.....17

ARTICLE 13. RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....18

ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent la réalisation d'une évaluation environnementale pour le plan de prévention des risques de "chutes de blocs" sur la commune de Bouillonville.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

Étape 0 : Échanges préalables et note d'organisation

Étape 1 : Méthode d'évaluation environnementale

Étape 2 : État initial de l'environnement

Étape 3 : Inventaires « terrain » sur la commune de Bouillonville afin d'analyser à l'échelle du territoire, l'impact du PPR sur l'état initial de l'environnement

Étape 4 : Itérations et analyses : rendre compte des choix réalisés au vu notamment des incidences environnementales

Étape 5 : Étudier les incidences résiduelles et proposer des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation

Étape 6 : Évaluation des incidences Natura 2000 du PPR

Étape 7 : Élaboration du dispositif de suivi et d'indicateurs

Étape 8 : Réalisation du rapport environnemental

Étape 9 : Saisine de l'Autorité environnementale et suivi des avis

Étape 10 : Suites à l'information et participation du public

Étape 11 : Déclaration environnementale

Ces résultats seront utilisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que décrit ci-après :

- Réalisation de l'évaluation environnementale du plan de prévention des risques de "chutes de blocs" de la commune de Bouillonville afin de recueillir l'avis de l'autorité environnementale (MRAe) sur ce plan.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Commune de Bouillonville.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

Monsieur le chef du service Environnement Risques Connaissance (ERC) de la Direction Départementale des Territoires de la Meurthe-et-Moselle (DDT 54).

1-2.2. Notification des décisions

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 48 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG, le délai d'exécution du marché part de la date de la notification du marché.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché comporte 12 parties techniques désignées ci-après :

Désignation des parties techniques
Étape 0 : Échanges préalables et note d'organisation
Étape 1 : Méthode d'évaluation environnementale
Étape 2 : État initial de l'environnement
Étape 3 : Inventaires « terrain » sur la commune de Bouillonville afin d'analyser à l'échelle du territoire, l'impact du PPR sur l'état initial de l'environnement
Étape 4 : Itérations et analyses : rendre compte des choix réalisés au vu notamment des incidences environnementales
Étape 5 : Étudier les incidences résiduelles et proposer des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Étape 6 : Évaluation des incidences Natura 2000 du PPR
Étape 7 : Élaboration du dispositif de suivi et d'indicateurs
Étape 8 : Réalisation du rapport environnemental
Étape 9 : Saisine de l'Autorité environnementale et suivi des avis
Étape 10 : Suites à l'information et participation du public
Étape 11 : Déclaration environnementale

Le titulaire est invité par ordre de service à réaliser les parties techniques. Cet ordre de service précise la ou les parties techniques à réaliser, ainsi que la date de démarrage du délai d'exécution de chaque partie technique concernée.

1-6. Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte ; l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-1 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.3. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. - une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP,

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par la responsable de l'unité Prévention des Risques du service ERC, chargée de la conduite d'opération du présent marché.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Le Cadre de décomposition du prix global forfaitaire renseigné par le candidat.
- Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-1.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-PI sont seules applicables.

3-1.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3-1.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les demandes de paiement sont présentées conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-1.4. Modalités de transmission et de paiement

3-1-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée ou sous format papier.

A – Facturation sous forme électronique

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs, sauf aux microentreprises (qui seront soumises à compter du 1er janvier 2020).

Les entreprises, non encore soumises au caractère obligatoire de la transmission dématérialisée pourront cependant y adhérer volontairement par anticipation via le portail Chorus Pro. Ce choix est définitif pour toute la durée d'exécution du marché.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat

- Le code du service exécutant de la dépense
- Le numéro d'engagement juridique (EJ)

Les 4 références indiquées ci-dessous seront fournies au titulaire durant la réunion de lancement.

B – Facturation sous format papier

Les factures sous format papier ne sont pas autorisées.

3-1-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

3-2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-2.1. Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3-2.3 et 3-2.4.

3-2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du RC. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

– <https://www.insee.fr/>

3-2.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

avec I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois m_0 ;

I_{d-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-3. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité.

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PENALITES,

4.1 Délais d'exécution

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement.

4-2 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, les pénalités journalières des parties techniques sont fixées dans le tableau ci-après :

Désignation des parties techniques	Pénalité journalière
Étape 0 : Échanges préalables et note d'organisation	50 euros
Étape 1 : Méthode d'évaluation environnementale	50 euros
Étape 2 : État initial de l'environnement	50 euros
Étape 3 : Inventaires « terrain » sur la commune de Bouillonville afin d'analyser à l'échelle du territoire, l'impact du PPR sur l'état initial de l'environnement	50 euros
Étape 4 : Itérations et analyses : rendre compte des choix réalisés au vu notamment des incidences environnementales	50 euros
Étape 5 : Étudier les incidences résiduelles et proposer des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation	50 euros
Étape 6 : Évaluation des incidences Natura 2000 du PPR	50 euros
Étape 7 : Élaboration du dispositif de suivi et d'indicateurs	50 euros
Étape 8 : Réalisation du rapport environnemental	50 euros
Étape 9 : Saisine de l'Autorité environnementale et suivi des avis	50 euros
Étape 10 : Suites à l'information et participation du public	50 euros
Étape 11 : Déclaration environnementale	50 euros

4-3. Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence à une réunion , à laquelle il aura été invité par écrit ou par courriel	Forfaitaire	200,00 €	
Non respect des prescriptions hygiène et sécurité	Forfaitaire	150,00 €	Par infraction constatée
Non respect de la réglementation	Journalière	150,00 €	réglementation en vigueur, clauses contractuelles, protection de l'environnement

ARTICLE 5. AVANCE

Une avance est accordée sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 6. GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

7-1 - Présentation des livrables

Sauf indications contraires indiqué dans les articles 4.3 du CCTP, les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

- Avant la remise définitive des documents à l'unité prévention des risques, le titulaire présentera un exemplaire informatique des prestations demandées.
- Après une 1ère lecture pour vérification des documents par l'unité prévention des risques et après rectification des éventuelles modifications à apporter les documents seront remis définitivement au RPA ou à son représentant, en un exemplaire informatique et 3 exemplaires papiers reliés recto-verso couleur.

7-2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

ARTICLE 8. DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

8-1. Définitions

Il est fait application de l'article 23 du CCAG-PI.

8-2. Régime des connaissances antérieures

Il est fait application de l'article 24 du CCAG-PI.

8-3. Régime des droits de propriété intellectuelle

L'option B du CCAG-PI est retenue.

Le titulaire cède à titre exclusif les droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats.

L'étendue de cette cession de propriété intellectuelle est ainsi définie : Les documents remis à l'occasion de cette prestation seront propriétés de la DDT de la Meurthe-et-Moselle. Toute utilisation des données fera l'objet d'une demande et d'une négociation avec la DDT de la Meurthe-et-Moselle.

Les résultats ne serviront que pour l'élaboration du plan de prévention des risques "chutes de blocs" sur la commune de Bouillonville. Ils pourront servir de base lors de la révision d'autres documents (ex : PLU).

8-4. Montant de la cession des droits

Ce prix est précisé à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9-1 - Vérifications

L'article 26.2 du CCAG-PI est applicable.

9-2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI.

ARTICLE 10. GARANTIE DES PRESTATIONS

Aucune garantie n'est prévue.

ARTICLE 11. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 12. RÉSILIATION DU CONTRAT

12-1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

12-2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13. RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Nancy

5, place Carrière

CO 20038

54000 NANCY

Tél : +33 383 17 43 43

Télécopie : +33 38317 43 50

Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 3-2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4-2 du CCAP déroge à l'article 14.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles